



Rapport commandé par
le bureau de

L'HONORABLE | THE HONOURABLE
Yuen Pau Woo
SÉNATEUR | SENATOR
CANADA

Octobre 2026

Relancer la croissance et la prospérité du Canada :

*Quel rôle pour une relation
économique élargie avec
la Chine?*

Julian Karaguesian
Auteur

Clara Chu
Chercheuse



« *Un monde fait de forteresses sera plus pauvre, plus fragile, moins durable.* »

– Le premier ministre Mark Carney, avril 2026

Relancer la croissance et la prospérité du Canada : *Quel rôle pour une relation économique élargie avec la Chine?*

I. Déclaration préliminaire

L'objectif du présent rapport de recherche préparé pour le bureau du sénateur Yuen Pau Woo est de promouvoir l'intérêt national du Canada à un moment où la prospérité actuelle et future du pays est confrontée aux défis et aux chocs les plus puissants de l'après-Deuxième Guerre mondiale. La menace la plus immédiate pour la prospérité du Canada provient des droits de douanes élevés et volatils de l'administration Trump, qui ont rendu le commerce transfrontalier avec les États-Unis de plus en plus coûteux (dans certains cas prohibitif) et incertain. Alors que le gouvernement du Canada continue d'élargir et d'approfondir ses relations économiques avec une grande partie du reste du monde, ce rapport offre une perspective nouvelle sur la Chine dans le but d'optimiser les possibilités pour les ménages et entreprises canadiens. Le présent rapport n'a pas pour but de critiquer la politique de sécurité nationale du Canada, mais plutôt de souligner qu'une approche sécuritaire moins monolithique, et donc plus nuancée, à l'égard de la Chine, serait dans l'intérêt national de ce pays.

II. Introduction et aperçu

La thèse générale de ce rapport est que le Canada se dessert sur le plan économique, technologique et stratégique en limitant étroitement ses relations économiques et plus larges avec la Chine. Poussé par des craintes de sécurité nationale souvent exagérées et souvent générées par les États-Unis, le Canada limite ses propres avancées technologiques et sa prospérité. Bien que l'accord récemment négocié sur les « VE et le canola », dans le cadre du partenariat stratégique plus large Canada-Chine (l'« accord Carney-Xi »), représente une réinitialisation des relations bilatérales, la relation économique demeure limitée.¹ Il y a encore de nombreuses voix au Canada, allant des lobbies protectionnistes intérieurs aux groupes de réflexion alignés sur les néoconservateurs, qui soutiennent que nous sommes déjà allés « trop loin » et que l'intégration accrue entre en conflit avec les « valeurs occidentales ».² Cette approche prudente réduit la gamme des possibilités d'engagement économique avec la Chine, empêchant en fin de compte le Canada d'atteindre son plein potentiel économique.

¹ Voir, par exemple, *Le premier ministre Carney jette les bases d'un nouveau partenariat stratégique avec la République populaire de Chine, axé sur l'énergie, l'agroalimentaire et le commerce* | Premier ministre du Canada et *Déclaration commune issue de la réunion entre les dirigeants du Canada et de la Chine* | Premier ministre du Canada.

² Voir, par exemple, « Is more trade with China really a good idea », Margaret McCuaig-Johnston, *Globe and Mail*, 7 janvier 2026, parmi bien d'autres.

Le Canada est actuellement confronté à une série de crises économiques convergentes, son modèle économique de longue date basé sur le commerce étant gravement menacé. Le Canada exporte environ un tiers de son PIB, une énorme part de ces exportations (77 %) étant traditionnellement destinée aux États-Unis.³ Cette dépendance excessive est devenue une vulnérabilité saillante dans un contexte de protectionnisme américain et de « resserrement » de la frontière. Parallèlement, de puissants intérêts aux États-Unis cherchent à limiter la relation économique du Canada avec la Chine, précisément pour maintenir leur levier sur l'économie canadienne tout en « contenant » la réémergence de la Chine en tant que civilisation majeure. Cependant, le déclin structurel du modèle économique canadien a commencé bien avant l'administration américaine actuelle. Le commerce canadien en proportion de son PIB a atteint un sommet au début des années 2000 et a connu une tendance à la baisse depuis, presque tout ce déclin étant attribuable à la stagnation des échanges commerciaux avec les États-Unis.

Le Canada est confronté non seulement à des menaces profondes pour son modèle économique basé sur le commerce, mais aussi aux effets lents, mais corrosifs, d'une productivité faible et en déclin et de dynamiques démographiques défavorables. Parmi les autres défis connexes, on compte une grave pénurie de logements touchant les Canadiens à revenu intermédiaire et inférieur, une crise d'abordabilité à la suite de l'inflation postpandémique, un système de santé surchargé, des pénuries de travailleurs qualifiés, des infrastructures physiques dépassées, des contraintes opérationnelles touchant les universités et tous les autres niveaux d'enseignement, ainsi que des retards réglementaires liés aux grands projets énergétiques, miniers et d'infrastructures, entre autres.⁴ On prend aussi de plus en plus conscience que le Canada a pris du retard par rapport à d'autres pays, non seulement en ce qui concerne des indicateurs marquants, comme le PIB par habitant et la productivité, mais aussi dans les infrastructures de transport du XXI^e siècle (p. ex. le train à grande vitesse), l'adoption de technologies agricoles, les villes « éponges », ainsi que la recherche, le développement et la commercialisation, etc.

Ce rapport aborde brièvement les défis macroéconomiques profonds et les vents contraires auxquels doit faire face le modèle économique sous-jacent du Canada, ainsi que la manière dont une relation élargie avec la Chine pourrait aider à orienter le pays vers une meilleure croissance économique. À cet égard, il présente un échantillon non exhaustif de domaines, secteurs, industries et technologies dans lesquels une relation économique beaucoup plus globale avec la Chine pourrait aider les décideurs canadiens à relever des défis tels que la gestion des déchets municipaux ou à atteindre des objectifs clés, comme la réduction des émissions de CO₂. Ce sont ces aspects de l'économie qui sont presque toujours sous-estimés (ou pas du tout mentionnés) dans la *thèse sur la Chine* et dans le débat occidental plus large sur ce qui constitue une relation géopolitiquement acceptable avec la Chine.⁵

³ Ce chiffre représente une moyenne entre 1994 et 2024.

⁴ Pour une liste complète des défis auxquels doit faire face l'économie nationale, veuillez consulter le Budget du Canada de 2025 et la Mise à jour économique du printemps 2026.

⁵ Les termes *thèse sur la Chine* et *thèse de Washington* sont utilisés de manière interchangeable par l'auteur pour décrire une idée largement construite par les États-Unis de la Chine comme un simple adversaire, à craindre pour des raisons de sécurité nationale

III. Contexte : Défis macroéconomiques, réponses stratégiques et rôle de la Chine

Le modèle économique canadien dans l'après-Deuxième Guerre mondiale s'est construit en partie sur les secteurs industriels de la défense (p. ex. avions de chasse, chars, voitures blindées et autres armements) rapidement établis en réponse à une menace existentielle à la sécurité mondiale posée par l'Allemagne nazie et le Japon impérial. Au fil des décennies, l'économie canadienne s'est de plus en plus intégrée à l'économie américaine grâce au commerce, à l'investissement et à la coopération militaire. L'intégration économique a d'abord reçu un coup de pouce majeur grâce au Pacte de l'automobile de 1965, qui partageait la production automobile et l'assemblage des pièces entre les deux pays.⁶ L'Accord de libre-échange Canada-États-Unis de 1987 (entré en vigueur en 1988) a apporté un autre coup de pouce majeur et global à l'intégration économique. L'ALENA, qui a intégré le Mexique et est entré en vigueur en 1994, a créé l'une des plus grandes plateformes de libre-échange au monde, juste derrière l'Union européenne. Les flux commerciaux et d'investissement entre le Canada et les États-Unis ont fortement augmenté tout au long des années 1990 et au début des années 2000, à tel point que le commerce entre les provinces et territoires du Canada et les États-Unis a dépassé les flux commerciaux interprovinciaux au tournant du siècle.

Une série d'événements et de crises, notamment les attentats du 11 septembre aux États-Unis, la crise financière mondiale, la pandémie de COVID, ainsi que la montée des mouvements anti-libre-échange sous le président Trump et le soi-disant trumpisme, ont conduit à un resserrement de la frontière avec le Canada au cours des 25 dernières années. Les droits de douane de l'administration Trump sur les exportations canadiennes (et mondiales) vers les États-Unis en sont les manifestations les plus évidentes et les plus récentes. Au début, la guerre commerciale était dominée par des droits de douanes généralisés, suivis de droits sectoriels sur les exportations canadiennes d'aluminium, d'acier, d'automobiles et de produits du bois. Bien que le Pacte de l'automobile ait expiré en 2001 et que le Canada ait connu depuis une baisse de 60 % de sa production automobile (avec une migration à grande échelle de l'assemblage, des pièces et des emplois associés vers le Mexique), les droits de douane sectoriels et autres représentent clairement un coup encore plus profond pour le modèle économique canadien basé sur le commerce, étant donné que 75 à 80 % des exportations totales ont été absorbées par les États-Unis depuis le début des années 1990. La récente escalade de la guerre commerciale de l'administration Trump contre le Canada, avec des droits de douane de 50 % sur 28 milliards de dollars canadiens d'exportations vers les États-Unis, les demandes américaines de contrôle effectif des minéraux critiques et des aspects clés de la politique commerciale, ainsi que

(p. ex. commerce, investissement, données, technologie, coopération internationale, forces armées, valeurs fondamentales, etc.). Un des objectifs de cette thèse est de minimiser considérablement les succès économiques et plus larges de la Chine au cours des près de 50 dernières années (c.-à-d. l'idée que la Chine ne peut pas réussir), tout en attribuant tout succès visible à la tricherie dans le commerce international et au vol de renseignements de fabrication, d'idées et de propriété intellectuelle occidentaux. Un autre objectif clé de cette thèse est d'empêcher les pays occidentaux non américains d'élargir leurs relations économiques avec la Chine afin que Washington puisse maintenir son levier et donc sa domination sur l'Occident.

⁶ Le Pacte de l'automobile Canada-États-Unis était un accord généreux dans lequel les États-Unis acceptaient que le Canada puisse détenir 20 % de la production automobile combinée.

l'incertitude croissante de la politique commerciale, ajoute au resserrement de la frontière et constitue une motivation supplémentaire pour la diversification du commerce canadien.

Ce choc immense pour l'un des principaux piliers de la prospérité économique du Canada s'ajoute à un déclin à long terme de la productivité du pays. La productivité du Canada se détériore en termes absolus et relatifs depuis la fin des années 1990. La mondialisation profonde et le libre-échange total avec les États-Unis ont contribué à provoquer une contraction de la gamme autrefois large de biens à haute productivité produits au Canada, avec une concentration croissante sur la production et l'exportation d'énergie. Comme l'économiste Jim Stanford l'a largement documenté dans des rapports tels que *A Cure for Dutch Disease* (2012) et *The Failed Strategy of Staple-Led Growth* (2014), ce schéma commercial persistant a entraîné une forme de « maladie canadienne » : une dépendance excessive à la production d'énergie et aux exportations de produits de base qui a conduit à la surévaluation du dollar canadien, ce qui, en conséquence, a entravé la production manufacturière à plus forte valeur ajoutée. Cela a considérablement diminué la complexité économique du Canada et les dépenses en recherche et développement.⁷

Les dynamiques démographiques défavorables aggravent encore ces fragilités macroéconomiques. Le dividende démographique qui fournissait autrefois 6,67 adultes en âge de travailler pour chaque personne âgée (65 ans et plus) dans les années 1970 a diminué progressivement. La hausse continue du *ratio de dépendance des personnes âgées* signifie qu'en 2040, il n'y aura que 2,2 adultes en âge de travailler par personne âgée, en l'absence de changements compensateurs.⁸ Les dépenses fédérales prévues par la loi, principalement alimentées par les prestations aux personnes âgées, le Transfert canadien en matière de santé et d'autres transferts, représentent plus de 54 % des dépenses budgétaires totales. Les pressions sur les dépenses gouvernementales, les soins de santé et d'autres services essentiels sont exacerbées par le vieillissement de la population et l'immigration massive récente dans un contexte de faible croissance économique.

Bien que bon nombre des défis de haut niveau (liés au modèle économique) du Canada couvent depuis longtemps, la guerre commerciale en cours et la forte montée du protectionnisme global amorcée par l'administration Trump, au milieu d'une fragmentation plus large de l'ordre commercial et financier mondial, ont éveillé les Canadiens à l'extrême vulnérabilité de leur prospérité et de leur souveraineté face aux aléas de la dynamique géopolitique américaine. En réponse, le nouveau gouvernement, sous le premier ministre Mark Carney, s'est engagé sur une voie ambitieuse. Cela inclut la compensation de la perte de commerce avec les États-Unis en éliminant les barrières interprovinciales au commerce, en diversifiant le commerce extérieur et en lançant une large gamme de projets de construction nationale pour moderniser et étendre les infrastructures de transport, de commerce et d'énergie. Concernant la diversification

⁷ Voir *A cure for Dutch Disease: Active Sector Strategies for Canada's economy*, Jim Stanford, Centre canadien de politiques alternatives, 2012.

⁸ Voir, par exemple, Statistique Canada, *Estimations de la population et rapport de dépendance démographique : régions sociosanitaires et groupes de régions homologues*, 1^{er} juillet 2025

commerciale avec la Chine, le nouveau partenariat stratégique conclu entre le premier ministre Carney et le président Xi à la mi-janvier 2026 marque une étape importante dans le dégel des relations après près d'une décennie de tensions géopolitiques croissantes.

Malgré le nouveau partenariat stratégique Canada-Chine, la relation commerciale actuelle est un mélange d'accès sans droits de douane sur certains biens (p. ex. agroalimentaire, énergie, électronique, plastiques, textiles, etc.), de tarifs substantiels sur d'autres biens (p. ex. acier, panneaux solaires, éoliennes et autres technologies propres), de quotas (p. ex. VE) et de barrières généralisées non tarifaires et liées à la sécurité nationale sur d'autres biens et services (p. ex. technologies à double usage). La relation d'investissement, encore plus complexe, est sujette à l'incertitude, à un contrôle de sécurité et aux craintes des contrecoups géopolitiques de Washington. De plus, la durabilité de ce dégel dans les relations et l'avenir d'une relation plus large dépendent de la capacité et de la volonté du gouvernement Carney et de la société au sens large de faire deux choses : i) résister aux conséquences économiques et géopolitiques potentielles qui pourraient être imposées par de puissants intérêts américains, et ii) aller au-delà du thème toxique anti-chinoise qui a été semée et qui s'est enracinée dans une grande partie de l'Occident.

Le potentiel d'une relation économique globale avec la Chine pour développer de nouvelles sources de croissance économique et de renouveau pour le Canada est évident. La Chine est la plus grande économie du monde en *parité de pouvoir d'achat* et la deuxième plus grande en taux de change du marché.⁹ Le pays représente un tiers de la production manufacturière mondiale, tandis que deux tiers des chaînes d'approvisionnement mondiales passent par la Chine au moins une fois avant l'assemblage et l'expédition vers les marchés finaux.¹⁰

En plus de la position centrale de la Chine dans l'économie mondiale, sa structure économique est complémentaire à celle du Canada : c'est-à-dire l'ascendant manufacturier de la Chine par rapport aux immenses réserves canadiennes en énergie, minéraux, métaux et autres ressources naturelles, ainsi que son rôle démesuré dans l'agroalimentaire. Bref, les deux pays sont des partenaires commerciaux naturels. Avec une relation commerciale et d'investissement globale, et non entravée par la crainte d'un retour de bâton de Washington, la Chine seule (sans parler du reste du monde) pourrait compenser une réduction importante du commerce avec l'économie américaine. D'ailleurs, les *modèles gravitationnels* du commerce, qui estiment les flux commerciaux uniquement en fonction de la taille économique et de la distance entre les pays, indiquent que les flux commerciaux Canada-Chine, qui étaient de 135 milliards de dollars canadiens en 2025, pourraient presque tripler d'ici 10 à 15 ans.¹¹ Cela générerait de nouvelles

⁹ Source : *PIB (PPA) par pays (2026)* - FMI

¹⁰ Voir, par exemple, *Richard Baldwin – IMD China Globalization Paradox*, novembre 2025

¹¹ Estimations basées sur les calculs de l'auteur. Il convient aussi de noter ici que ce raisonnement n'est en aucun cas une posture anti-américaine, mais un impératif stratégique pour le Canada afin de réduire sa dépendance excessive envers un seul pays (qui se retire du système mondial) en se diversifiant avec le reste du monde, qui englobe 95 % de la population mondiale et plus de 80 % du PIB en *parité de pouvoir d'achat*.

sources significatives de croissance économique, d'emplois et de revenus pour les Canadiens à l'échelle nationale.

Les possibilités de mobilisation des investissements avec la Chine sont tout aussi grandes. Dans son budget de 2025-2026, le gouvernement du Canada a alloué jusqu'à 1 000 milliards de dollars canadiens en besoins d'investissement pour financer ses ambitieux projets majeurs (d'intérêt national). Ceux-ci vont de l'expansion du réseau électrique dans les principaux centres de population et en région, au développement pétrolier et gazier, aux minéraux critiques et autres mines, ainsi qu'aux infrastructures commerciales et de transport. La Chine possède le deuxième plus grand bassin de capitaux au monde après les États-Unis, avec un taux d'épargne national de 42 % du PIB. Avec un taux d'investissement intérieur de 39 %, cela laisse environ 600 milliards de dollars américains pour les investissements directs et de portefeuille à l'étranger.¹² La Chine a communiqué à plusieurs reprises sa capacité et sa volonté de stimuler substantiellement ses investissements directs et de portefeuille, ainsi que les prêts syndiqués par l'intermédiaire de ses plus grandes banques, au Canada.¹³

Une relation économique globale profiterait aussi au Canada dans d'autres domaines macroéconomiques : productivité, énergie propre et atténuation du changement climatique, transport dans tout le pays, et plus encore. En moins d'un quart de siècle, la Chine, qui n'avait aucun train à grande vitesse, a construit 45 000 km de voie ferrée pour la circulation ferroviaire à grande vitesse, soit plus de deux fois et demie ce qui existe dans le reste du monde. En avril 2026, la Chine représentait à elle seule plus de la moitié de la capacité mondiale d'énergie éolienne et produisait les deux tiers des éoliennes et composants mondiaux.¹⁴ Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dont le siège est à Paris, en 2025, la Chine a produit 70 % des VE dans le monde, soit plus de deux fois ce qu'a produit le reste du monde réuni.¹⁵ Selon les données de l'AIE, la Chine produit 85 % des cellules solaires mondiales et 90 % des plaquettes solaires mondiales.

IV. Les défis structurels du Canada : comment la Chine peut-elle faire partie de la solution

Les gains généraux d'une relation économique globale, que ce soit en générant de nouvelles sources d'exportation et de croissance économique ou avec le transfert de productivité et les technologies propres, sont abondants, clairs et convaincants.

Le but de ce rapport est toutefois d'aller au-delà des gains généraux pour s'intéresser aux gains structurels et microéconomiques, en explorant les domaines dans lesquels un partenariat global pourrait aider le Canada et les décideurs canadiens à résoudre de réels problèmes et

¹² Voir la plus récente consultation de la Chine au titre de l'article IV du FMI ici : *IMF China Article IV Report 2025-26*.

¹³ *China signals willingness to invest in Canada March 30 2026*.

¹⁴ Voir, par exemple, Association mondiale de l'énergie éolienne (WWEA) *WWEA China 2026*.

¹⁵ Voir les perspectives mondiales 2025 pour les VE de l'AIE : [Global EV Outlook 2025](#).

défis « sur le terrain ». Ce document constitue une première tentative d'esquisser le paysage de la coopération économique et technologique dans le but de i) recueillir des données couvrant un large éventail de secteurs, industries, technologies et idées que la Chine a développées pour répondre à ses propres problèmes d'ampleur immense, et ii) explorer comment celles-ci pourraient être adaptées au contexte canadien si la volonté politique existait afin de moderniser la thèse de la Chine, la rendant plus nuancée, plus alignée sur les réalités géopolitiques modernes, et donc moins contraire à une relation économique plus large.

Ce rapport définit les défis structurels à l'échelle nationale, régionale et locale, ainsi que les possibilités d'expansion, dans les domaines suivants :

1. Pénuries de logements et accessibilité financière :
2. Sécurité énergétique
3. Électrification
4. Besoins en investissement, y compris dans « l'économie bleue »
5. Exploitation des minéraux critiques et traitement des sous-produits pétroliers/pétrochimie
6. Pénurie de main-d'œuvre qualifiée
7. Insuffisances, modernisation et développement des soins de santé
8. Développement agroalimentaire
9. Mobilité urbaine et transport
10. Résilience aux changements climatiques et gestion des déchets
11. Souveraineté arctique et connectivité dans le Nord
12. Tourisme et échanges culturels

Le tableau à la page suivante présente ces défis par **enjeu**, **indicateurs** (du problème), **réponse stratégique** à ce jour (fédérale et/ou provinciale), **situation actuelle** (ce que permet la relation actuelle) et **perspectives chinoises** (quelques-unes des possibilités en termes d'avantages pour le Canada pouvant découler d'une relation économique globale). En d'autres termes, le tableau fournit une base empirique initiale, loin d'être exhaustive, pour comprendre comment un changement dans la relation Canada-Chine pourrait aider à relever certains des défis structurels du Canada.

Le tableau commence par les défis « généraux »/macroéconomiques, les réponses stratégiques et les possibilités offertes par une relation économique globale et plus large avec la Chine. Le tableau approfondit ensuite les défis structurels, microéconomiques et autres défis connexes.

Il comprend des renvois aux références de tableau de la Section VI, qui sont des URL vers les différentes sources d'information. Il s'agit d'une première étape, très partielle, vers la création d'une base de données d'articles scientifiques, d'articles de presse, de documents officiels et d'autres sources, qui ferait ressortir un éventail plus large d'avantages issus d'une relation globale avec la Chine. Une base de données en constante expansion pourrait alors être catégorisée et enrichie plus précisément au moyen d'un portail *semblable à Wikipédia*, auquel

les citoyens du Canada, de la Chine et du monde entier pourraient contribuer. Cela pourrait aussi inclure des analyses de rentabilisation (études de cas) qui analysent, rassemblent et consignent les expériences et les leçons des entreprises canadiennes en Chine, ainsi que des entreprises chinoises au Canada.

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
Modèle économique attaqué Resserrement de la frontière américaine, mouvement anti-libre-échange MAGA, guerre commerciale de Trump et droits de douane sectoriels prohibitifs Utilisation par les États-Unis de la dépendance économique canadienne comme une arme	Le protectionnisme croissant et les droits de douane élevés menacent la gamme des principales exportations canadiennes vers les États-Unis : l'aluminium (50 %), les automobiles (25 %), l'acier (50 %), les produits du bois (45 %), le bois d'œuvre, etc. La « thèse de Washington » attise l'hystérie en matière de sécurité nationale sur tout ce qui concerne la Chine.	Diversification commerciale avec le reste du monde, y compris un nouveau <i>partenariat stratégique</i> avec la Chine. Partenariat stratégique qui réduit les droits de douane sur les produits agricoles et les technologies de transition énergétique propre, établit un quota sur les VE fabriqués en Chine à 49 000 pour la période de 2026 à 2029, et qui augmente à 70 000 par la suite. Ouvre la voie à des investissements canadiens plus importants en Chine, tels que les biens de consommation, l'énergie, les nouveaux matériaux, l'aérospatiale, l'agriculture moderne, la fabrication avancée et d'autres domaines.	Malgré le partenariat stratégique et le dégel diplomatique, des mesures protectionnistes importantes et des barrières structurelles demeurent en place. Le commerce bilatéral se situe actuellement dans la fourchette de 125 à 130 milliards de dollars canadiens. Certains groupes d'intérêts bruyants aux États-Unis et au Canada soutiennent que « l'accord Carney-Xi » est en désaccord avec les « valeurs occidentales », même si le Canada en était le plus grand bénéficiaire. D'autres soulèvent des questions liées au « travail forcé », ainsi que des allégations selon lesquelles des organismes à but non lucratif éducatifs,	La Chine est la plus grande économie mondiale en parité de pouvoir d'achat (près de 45 mille milliards de dollars), les deux tiers des chaînes d'approvisionnement manufacturières mondiales passant par la Chine. Une intégration plus profonde avec la Chine pourrait mettre fin au libre-échange nord-américain sous sa forme actuelle (qui est de toute façon menacée), mais la diversification commerciale avec la Chine (et le reste du monde) est une nécessité stratégique pour la souveraineté, la prospérité et la résilience à long terme du Canada. Le Canada peut mettre sur pied des infrastructures pour le traitement de l'énergie et des matières premières au pays, et créer des lignes de redondance qui résistent aux chocs dans son économie. Les <i>modèles gravitationnels</i> du commerce indiquent que le commerce bidirectionnel actuel de 140 milliards de dollars canadiens pourrait être presque triplé à 370 milliards de dollars canadiens en 10 ans avec un accord commercial global (c.-à-d. que la plupart des

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
		Redéfinir la sécurité nationale avec des « exigences matérielles vérifiées » plutôt qu’avec des interdictions générales.	universitaires, culturels et autres seraient liés au Parti communiste chinois. Crainte omniprésente d’un « retour de bâton » de la part de Washington en raison de liens commerciaux et d’investissement accrus avec la Chine.	droits de douane et quotas seraient réduits à zéro). Les modèles gravitationnels indiquent aussi que le déficit bilatéral actuel du Canada avec la Chine, de 50 à 60 milliards de dollars canadiens, diminuerait considérablement avec un accord global.

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
Déclin de la productivité	Retard dans les dépenses en recherche et développement et une fuite constante des cerveaux due à la force de commercialisation des États-Unis.	Incitation à la recherche et au développement grâce à la « superdéduction à la productivité » fédérale et au Plan d'action fiscal de l'Ontario.	Strictement limité par des préoccupations de sécurité nationale qui excluent plusieurs des principales institutions et chercheurs chinois, isolant le Canada encore plus de l'avant-garde en innovation.	La Chine est en tête dans 66 des 74 technologies critiques du XXI ^e siècle. ¹ Le pays a dépassé les États-Unis en 2024 avec 1 030 milliards de dollars de dépenses en R et D ajustés au pouvoir d'achat. ²
	Les universités canadiennes sont confrontées à une baisse des subventions d'exploitation et du financement de la recherche.	Encourager les partenariats du secteur privé et le financement fédéral des trois conseils pour la recherche en sciences appliquées	Voir Politique sur la recherche en technologies sensibles et sur les affiliations préoccupantes.	Les dix principales institutions en sciences appliquées du Nature Index pour 2024 étaient toutes basées en Chine. Des chercheurs basés en Chine ont contribué à 56 % de la production en sciences appliquées. ³
	Étudiants internationaux talentueux qui retournent chez eux ou déménagent ailleurs en raison d'un meilleur placement professionnel.		L'un des objectifs de ce rapport est de nuancer les préoccupations de sécurité nationale afin que le Canada ne soit pas désavantagé dans la recherche technologique mondiale par une approche plus globale de la sécurité.	Créer une stratégie nationale de commercialisation de la PI comprenant des « pôles scientifiques mondiaux » avec les principales institutions chinoises pour soutenir des secteurs sous-financés, mais fondamentaux, de l'économie canadienne : • Laboratoires conjoints d'entreprise et centres de recherche • Augmentation des entreprises conjointes dérivées de la recherche universitaire, avec commercialisation dans les deux marchés. • Arrangements de relocalisation éliminant les obstacles à l'entrée, comme le logement, les espaces de travail, les soins de santé, les questions juridiques et les crédits d'impôt.⁴

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
Écart en matière d'accessibilité au logement	Un déficit structurel qui, selon la SCHL, nécessitera près de 5 millions de nouveaux logements d'ici 2035. ⁵	« Stratégie nationale sur le logement » de 115 milliards de dollars canadiens (dont 40 milliards de dollars canadiens en nouveaux investissements) du gouvernement du Canada, « Fonds pour bâtir des collectivités fortes » de 51 milliards de dollars canadiens sur 10 ans, 7 milliards de dollars canadiens pour le	Minimal et localisé Le nouveau partenariat stratégique permet davantage de possibilités commerciales et d'investissement, mais des tarifs élevés sur les intrants, tels que l'acier, le verre et d'autres intrants connexes pour la construction résidentielle demeurent en vigueur.	Immense potentiel d'importation de logements modulaires « conteneurs » et « villas » construits en usine à une fraction du coût habituel. Ces espaces polyvalents peuvent aussi être utilisés pour la location à court terme, le tourisme rural, les centres de services, les salles de classe mobiles et les cliniques de santé éloignées.
	Dépendance à un nombre limité de fournisseurs d'équipement lourd, faisant grimper les coûts des projets de construction.	financement accéléré à faible coût pour la SCHL, plan d'investissement de l'Ontario de 210 milliards de dollars (sur 10 ans) visant à développer l'infrastructure nécessaire pour le logement, ainsi que quelques milliards de dollars canadiens en crédits d'impôt et en initiatives de dépenses pour permettre la construction de	L'élan est freiné par la thèse récit anti-chinoise et la crainte de pertes massives d'emplois dues à l'importation des logements construits en usine en Chine.	Diversifier l'approvisionnement en équipements lourds au Canada avec des solutions de rechange chinoises à zéro émission pour les excavatrices et les chargeuses, ⁸ qui ont soutenu une expansion industrielle rapide en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est.
	Crise de l'abordabilité touchant l'automobile, l'alimentation et les contrats de téléphonie mobile, où le ratio prix de l'immobilier/revenu est l'un des plus élevés au monde. ⁶			Partenaires et fournisseurs d'entreprises chinoises qui fabriquent des ambulances avancées et des véhicules municipaux électriques afin de répondre à la crise de temps d'attente en cas d'urgence. ⁹
	Coûts fortement gonflés pour les ambulances et les véhicules municipaux. ⁷			

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
		1,25 million de logements d'ici 2031. Corrigé implicitement par la diversification des échanges et la réduction des barrières à l'importation.		
Sécurité énergétique	Les compagnies d'assurance continuent de s'attendre à plus d'épisodes de sécheresse et de conditions météorologiques extrêmes¹⁰. Le Canada est dominant dans l'hydroélectricité, mais est devenu importateur net d'électricité en 2025-2026 en raison de conditions plus sèches et d'un hiver long et froid.¹¹	Grands projets (d'intérêt national) en électrification, développement énergétique, stockage de GNL. 11 des 23 projets d'intérêt national présentés au Bureau des grands projets sont liés à l'énergie et à l'électrification. Développement de l'énergie de base et crédits d'impôt à l'investissement dans l'économie propre. Voir « Électrification » ci-dessous en tant que catégorie distincte.	Le nouveau Partenariat stratégique et la Feuille de route sur la coopération économique et commerciale, ainsi que le protocole d'entente qui l'accompagne, ont jeté des bases précises pour une coopération énergétique bilatérale accrue, notamment une portée accrue pour le commerce et l'investissement bidirectionnels dans les technologies propres et les énergies classiques, ainsi que des coentreprises dans les chaînes d'approvisionnement des VE, les batteries innovantes, les piles à	La Chine produit plus d'énergie solaire/éolienne que tous les autres pays réunis. Proposer des politiques supplémentaires pour promouvoir davantage de matériel de transition et une application industrielle plus large, comme des panneaux solaires flottants qui régulent la température des pêches pendant les vagues de chaleur.¹² Acquérir des lignes de transport ultra-haute tension (UHT)¹³ qui relient les sites de production renouvelable élargis aux communautés, aux terres agricoles et aux centres de recherche éloignés. Collaborer sur des programmes pilotes pour les PRM rentables et la technologie des nanoréacteurs à utiliser dans des applications non liées au réseau, comme les robots d'exploration extracôtière, les batteries

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
			combustible, les nanotechnologies, les matériaux avancés et une gamme plus large de « technologies énergétiques avancées » qui figurent sur la liste des technologies sensibles publiée par le gouvernement du Canada au début de 2025.¹⁶ Entrave des droits de douane « néfastes pour le climat » sur le matériel de transition.	nucléaires qui durent toute une vie¹⁴ et le chauffage centralisé nucléothermique lors des vagues de froid.¹⁵ La production de carburant d’aviation durable (CAD)¹⁶ au Canada peut être soutenue en collaboration avec des entreprises chinoises pour établir des raffineries ou obtenir des licences technologiques nécessaires à la capacité nationale.
Électrification	Crise du temps d’attente des composants électriques auxiliaires nécessaires à la fabrication. Les chocs d’importation retardent les projets.	De nombreux plans à grande échelle sont en cours aux niveaux fédéral, provincial et territorial pour moderniser et étendre les réseaux existants, ainsi que pour construire de nouveaux réseaux.	Transactionnel, avec un potentiel de prêt syndiqué; la participation en actions pourrait suivre ultérieurement selon l’avancement de la Commission	Le Canada peut inciter des coentreprises avec des fabricants chinois d’électricité à construire des usines d’équipements de commutation et de transformateurs à l’intérieur du Canada. Collaborer avec des producteurs chinois champions pour faire entrer une partie du gain de valeur de l’acier électrique à grains orientés

¹⁶ La Liste de technologies sensibles, publiée par Sécurité publique Canada le 6 février 2025, définit onze secteurs ou domaines technologiques considérés par le gouvernement du Canada comme sensibles du point de vue de la sécurité nationale et de la défense. Les produits et technologies précis indiqués sous chaque catégorie sont potentiellement soumis à des examens rigoureux d’investissement étranger, de commerce international et de coopération en recherche par le gouvernement du Canada (Sécurité publique Canada, ISDE, etc.) sous un angle de sécurité nationale. Pour plus d’informations, veuillez consulter la liste ici : [liste de technologies sensibles – Canada.ca](#). Cette liste doit être lue conjointement avec les nouvelles *Lignes directrices sur l’examen relatif à la sécurité nationale des investissements*, qui « informent les investisseurs des procédures qui seront suivies dans l’application du processus d’examen relatif à la sécurité nationale énoncé [dans la *Loi sur Investissement Canada*] ».

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
	Longs délais d’approvisionnement pour les grands transformateurs et onduleurs de puissance, turbines industrielles, équipements électriques, ensembles CVC, électrolyseurs et technologies d’intégration au réseau.¹⁷	Sept des vingt-trois projets d’intérêt national présentés au Bureau des grands projets concernent l’électrification en Colombie-Britannique, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Le gouvernement de l’Ontario a prévu 20 milliards de dollars canadiens supplémentaires par année au cours de la prochaine décennie dans le cadre de son plan L’énergie pour les générations à venir, qui prévoit une augmentation de 65 % d’ici 2050.	interministérielle de l’économie et du commerce.	(AEGO) au Canada pour le traitement final de l’acier pour transformateurs, assurant ainsi la stabilité nationale des infrastructures électriques. Le Canada ne produit pas d’acier électrique en raison de son procédé de fabrication difficile et de haute précision, et dépend des importations.¹⁸ La transition du Canada vers l’AEGO représente une énorme possibilité.¹⁹ Les fabricants chinois peuvent continuer à aider à l’électrification des transports en commun et des autobus scolaires de façon homogène au Canada.
Investissement et Économie bleue	Le gouvernement du premier ministre Carney a déterminé que les besoins en investissement pour les projets d’intérêt national se situent entre 500 et	Bureau des grands projets, nouveau Fonds souverain et Sommet de l’investissement prévus pour la mi-septembre 2026, et apports en capitaux déjà prévus à la Banque de l’infrastructure du Canada.	Le partenariat stratégique ouvre la porte à des possibilités d’investissement bidirectionnel dans les énergies classiques et propres. Les investissements à grande échelle demeurent freinés par	La Chine possède les deuxièmes plus grands marchés de capitaux, quatre des dix plus grandes banques dans le monde, un taux d’épargne national de 40 % et d’importantes réserves de changes. Possibilité d’une intégration plus profonde des marchés financiers dans le cofinancement de projets d’infrastructures vertes partout au Canada.

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
	1 000 milliards de dollars canadiens.		des examens de sécurité restrictifs et les thèses géopolitiques américaines.	Émission d'« obligations bleues » pour l'aquaculture durable, l'écotourisme et la conservation des littoraux, l'énergie marémotrice et le stockage d'énergie en haute mer, ainsi que les projets de biomasse algales. ²⁰
Ressources naturelles	La capacité de traitement des minéraux critiques du Canada est insuffisante dans de nombreux secteurs. Jusqu'à récemment, les goulots d'étranglement d'octroi de permis créaient des retards de 10 à 15 ans pour mettre en service de nouvelles mines. La Chine représente 85 à 90 % du raffinage mondial. En raison d'une capacité de raffinage et	Au début de 2026, le Canada a accéléré de façon agressive ses actions pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques. Le gouvernement du Canada a fondamentalement changé d'approche, élevant les minéraux critiques d'une ressource purement économique à une priorité centrale en matière de sécurité nationale et de défense alliée. Les initiatives visant à accélérer l'exploitation minière et le traitement incluent l'« Alliance sur la production de minéraux	Malgré la volonté de coopération en matière d'énergie propre, cette flexibilité d'investissement est strictement limitée. Le partenariat <i>ne prime pas</i> la <i>Loi sur l'investissement Canada</i>. Les investissements dans des secteurs en amont très sensibles, notamment les minéraux critiques (comme le lithium, le nickel et le cobalt, essentiels pour les batteries de VE), demeurent fortement limités. Le gouvernement canadien continue d'empêcher les « entreprises d'État » d'acquérir des parts	La Chine a été pionnière de la méthode chimique de récupération améliorée du pétrole pour le brut lourd et a construit des méga-raffineries de pétrole à la fine pointe de la technologie.²¹ Le Canada peut s'associer à des experts chinois en raffinage pour les technologies de pointe et la métallurgie avancée mieux adaptée au brut sulfureux canadien, aidant ainsi à faire monter le pétrole canadien dans la chaîne de valeur et à diversifier les produits raffinés vers le reste du monde. Un exemple de ce succès existe au Nigeria, où une grande raffinerie de pétrole soutient les pays voisins. « Construite pour un coût d'environ 20 milliards de dollars américains, le parcours de 8 ans de la raffinerie de pétrole Dangote, de la construction à la production, a été rendu possible grâce à des entrepreneurs chinois en

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
	de traitement pétrochimique insuffisante, le pétrole reste coincée dans la chaîne de valeur des matières premières et force l'importation de produits finaux.	critiques » (18,5 milliards de dollars canadiens), le « Fonds du premier et du dernier kilomètre » (1,5 milliard de dollars canadiens), le « Fonds souverain pour les minéraux critiques » (2 milliards de dollars canadiens), « Un projet, une évaluation », entre autres.	majoritaires dans ces ressources stratégiques, ou continue de les surveiller. Les minéraux critiques, la fabrication de minéraux critiques et les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques figurent à la fois sur la Liste de technologies sensibles (section 3, Matériaux et fabrication de pointe) et soumis à des examens de sécurité nationale en vertu des lignes directrices mises à jour (sections 9 iv et v).	ingénierie, approvisionnement et construction rentables ». ²² La Chine détient une propriété intellectuelle avancée de niveau monopolistique pour le raffinage, les matériaux à l'échelle nanométrique, une large gamme de matériaux et de procédés de fabrication avancés, ainsi que les revêtements intelligents. Bien que des matériaux comme le tungstène aient manifestement des applications à double usage civil-militaire et soient donc fortement restreints pour le commerce extérieur, l'investissement et la coopération en recherche technologique, il existe potentiellement un large éventail d'autres domaines où le Canada pourrait bénéficier de l'avance technologique de la Chine en matière de nanomatériaux, de matériaux avancés et de procédés de fabrication avancés, essentiels pour la métallurgie, l'aérospatiale, l'électronique, les véhicules électriques et les infrastructures médicales. ²³ De tels partenariats avec la Chine (dans ces domaines et d'autres), qui respectent les nouvelles Lignes directrices sur l'examen

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
				relatif à la sécurité nationale des investissements, aideraient aussi le Canada à développer de nouvelles industries à un moment où sa fabrication traditionnelle (p. ex. automobile, produits du bois, vêtements, etc.) est de plus en plus menacée par la guerre commerciale croissante amorcée par les États-Unis.
Pénuries de main-d'œuvre	La pénurie de travailleurs spécialisés (soudeurs, ingénieurs) retarde les infrastructures majeures. ²⁴	La Mise à jour économique du printemps 2026 a lancé le plan « Une Équipe Canada forte » de 6 milliards de dollars sur cinq ans. Il comprend 2 milliards de dollars canadiens en subventions salariales pour recruter des jeunes, 3,4 milliards de dollars canadiens pour des subventions de formation directe, et plus encore. Le gouvernement a aussi lancé la voie d'accès à la RP des travailleurs au Canada, qui est une voie accélérée unique pour un maximum de	Le programme d'échange pour les travailleurs étrangers et les visas étudiants ont été considérablement réduits, d'autres politiques « excluent » actuellement les experts chinois de l'industrie.	Échanges de main-d'œuvre qualifiée ciblés, opportuns et temporaires, pour les projets économiques d'avant-garde et liés à l'industrie lourde. Les experts chinois en exploitation minière, métallurgie, géologie et machines avancées servent de voie d'accès pour bâtir une base ²⁵ de connaissances critiques nationales, introduisant des équipements et des techniques compétitifs.

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
		33 000 travailleurs étrangers temporaires durant la période 2026-2027.		
Modernisation des soins de santé et secteur pharmaceutique	L'immigration plus élevée et le vieillissement de la population poussent les budgets de santé à leur point de rupture; les temps d'attente pour les chirurgies atteignent des sommets et des millions de Canadiens sont sans médecin de famille.	Les récents cadres financiers du gouvernement fédéral, le Budget de 2025 et la Mise à jour économique du printemps 2026 qui a suivi, ont lancé des investissements en capital importants et ciblé des réformes systémiques dans le secteur des soins de santé. Priorité à l'expansion des infrastructures, à la lutte contre les pénuries de main-d'œuvre et à l'obtention d'un financement à long terme pour les provinces et territoires Fonds pour les infrastructures dans le domaine de la santé (5 milliards de dollars canadiens/3 ans)	Coopération limitée en matière de commerce, d'investissement et de recherche découlant de préoccupations concernant la confidentialité des données, la Liste de technologies sensibles, les nouvelles Lignes directrices sur l'examen relatif à la sécurité nationale des investissements, et des droits de douane prohibitifs sur certains équipements et dispositifs médicaux fabriqués en Chine, etc. Les soins de santé et le secteur médical au sens large ne font actuellement pas partie du cadre du partenariat stratégique.	Le Canada a besoin d'un déploiement plus rapide de diagnostics moléculaires à grand volume et rentables pour combler les arriérés et les délais d'attente. La Chine dispose d'appareils de santé de précision avancés, comme l'échographie portable, la tomodensitométrie et l'IRM.²⁶ Des machines de diagnostic Edge sont disponibles pour des tests hors réseau sur les analyses sanguines, l'hépatite, le VPH et la tuberculose. Ces outils peuvent être déployés dans les cliniques, les sites médicaux modulaires et les communautés éloignées pour des diagnostics rapides. Des drones peuvent aussi être intégrés pour les services de premiers intervenants.²⁷ Collaborer à l'approvisionnement en précurseurs de biofabrication pour développer l'industrie vaccinale canadienne. Accélérer le développement de médicaments canadiens en s'engageant avec l'infrastructure

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
		• Transfert canadien en matière de santé (55 milliards de dollars canadiens sur 5 ans) • Fonds d'action pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers • Recherche en santé et recherche internationale de talents		d'essais cliniques à fort volume et à faible coût de la Chine.²⁸ La Chine contribue maintenant à environ 3 % de tous les médicaments expérimentaux actuellement à l'essai, et les entreprises pharmaceutiques mondiales ont investi plus de 40 % de leurs acquisitions de 2025 dans des actifs chinois.²⁹ Les entreprises pharmaceutiques canadiennes locales doivent être encouragées à collaborer plus étroitement avec les entreprises chinoises sur des accords de licence afin de rester compétitives dans le domaine des médicaments de nouvelle génération. D'autres coentreprises commerciales mettant en lumière les forces uniques des deux pays incluent la médecine nucléaire/radiopharmaceutique, la médecine régénératrice, les thérapies CAR-T et cellulaires, ainsi que les anticorps bispécifiques. Les plateformes chinoises de chirurgie robotique permettent la chirurgie longue distance standardisée.³⁰ Le Canada pourrait s'associer à des experts chinois pour construire des plateformes de chirurgie

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
				robotisée dans des centres éloignés, élargissant ainsi l'accès à des soins vitaux pour les patients à mobilité réduite.
Agroalimentaire	La croissance de l'investissement dans l'agroalimentaire canadien est plus faible qu'il y a dix ans, avec une baisse de 32 % des valeurs et une baisse des transactions de 29 %.³¹ L'agrotechnologie est dominée par de petites entreprises, et l'innovation est géographiquement déséquilibrée.³² La technologie agricole numérique montre du potentiel, mais les cultures de grande production	Le gouvernement du Canada investit 30 millions de dollars dans 6 organismes sans but lucratif afin d'accélérer l'innovation en matière de technologies propres dans le secteur agricole canadien.³⁴ Le gouvernement offre un soutien financier à l'adoption des technologies propres, aux systèmes d'assurance et à l'innovation agrotechnologique.	Abandon graduel de la relation transactionnelle, marqué par la signature de la Feuille de route sur la coopération économique et commerciale, et la réactivation de mécanismes bilatéraux, comme le Comité mixte Chine-Canada sur l'agriculture.	Se procurer des contenants modulaires et d'autres biens, comme l'argile et le plastique polyoléfinique, afin d'agrandir des serres solaires passives rentables qui résistent à des conditions de froid extrême³⁵ dans des centres éloignés et des espaces communs. Établir un partenariat avec la Chine pour des missions de sélection de semences spatiales pour des cultures résistantes au climat,³⁶ qui ont déjà généré un taux de commercialisation élevé sur le marché chinois.³⁷ Utilisation accrue du drone pour la stérilisation des produits, l'application d'engrais et l'estimation du rendement.³⁸ Adoption accrue des machines de transformation alimentaire, des moteurs et des systèmes de contrôle dans le domaine national. Le Canada présente une vulnérabilité à l'importation en ce qui concerne l'urée, l'azote et le phosphate.³⁹ Les entreprises chinoises

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
	canadiennes demeurent limitées. ³³			peuvent aider au développement des infrastructures d'engrais. Collaborer avec des experts chinois sur la technologie agricole et les modèles d'IA pour la surveillance des sols de haute qualité⁴⁰ ainsi que sur des robots complexes de récolte.⁴¹
Mobilité urbaine et transport	L'engorgement coûte à l'Ontario 11 milliards de dollars chaque année. L'infrastructure physique du Canada (chemin de fer, routes, aéroports et ports maritimes) est dépassée et inadéquate. Les barrières commerciales entre provinces coûtent à l'économie environ 80 milliards de dollars par an, agissant comme un droit de douane de 4 % sur l'économie nationale.	Réalisation des plus grands déploiements de transport en commun de l'histoire (p. ex. expansion du métro et du rail, transport dans l'Arctique, ponts, ports) soutenus par plusieurs fonds. Harmonisation des règlements, suppression des exemptions de l'ALEC et promotion des efforts fédéraux sur le marché « pancanadien ».	Bloqué par les règles d'approvisionnement; le nouveau partenariat permettrait des achats stratégiques. Dissuadé par les examens de sécurité; le nouveau partenariat crée un « port sûr » pour le capital.	La Chine demeure le chef de file du transport avancé, exploitant plus de voies ferroviaires à grande vitesse que le reste du monde réuni. Les experts doivent être invités à fournir leur aide pour concevoir et développer des systèmes ferroviaires à grande vitesse et des ports commerciaux destinés à l'automatisation et au volume de masse. Le port de Shanghai Yangshan possède le plus grand terminal automatisé et son plan a été reproduit dans 14 terminaux à travers le monde.⁴² Importer du matériel roulant chinois de TGV et des tunneliers pour réduire drastiquement les coûts de construction sur le corridor Québec-Windsor.

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
Gestion des déchets	Le recyclage domestique du plastique a diminué à 7 %, et 97 % des déchets sont envoyés dans les sites d'enfouissement. ⁴³	Réinventer la réponse d'urgence grâce aux avions fédéraux de lutte contre les incendies et la modernisation des BGU de la Nouvelle-Écosse. Avancer vers une « économie circulaire »	Activités exploratoires en cours avec la Chine autour des activités de promotion du commerce et de l'investissement. Programmes de recherche conjoints universitaires	Collaborer avec des experts chinois pour mettre en place des solutions plus axées sur la nature, comme les « villes éponges » avec des chaussées perméables pour gérer les zones à haut risque d'inondation, ⁴⁵ tout en agrandissant de grandes structures aménagées, comme les remblais, les vannes et les rivières canalisées.
	La politique chinoise de l'Épée nationale de 2018 (interdiction des importations de déchets) a eu une forte incidence sur le marché canadien de l'exportation du recyclage, un défi auquel les pays européens du G7 s'étaient déjà adaptés des décennies auparavant. ⁴⁴ Accès inégal aux infrastructures au Canada pour contrer le taux de recyclage des plastiques et le taux de	Actuellement, elle se concentre sur le Registre fédéral sur les plastiques pour la transparence des données et l'expansion des programmes de responsabilité élargie des producteurs à la grandeur du pays.		Déployer plus de drones pour le dégivrage et la lutte contre les incendies. ⁴⁶ Ils peuvent aussi être utilisés pour l'inspection à distance de lignes électriques, la vérification des ponts, la surveillance des conduites et le drainage des eaux usées. ⁴⁷ Incinérateurs modernes produisant de l'énergie, dont les émissions sont d'un dixième seulement de la limite de l'UE. ⁴⁸

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
	détournement des déchets.			
Souveraineté arctique et connectivité du Nord	La fracture numérique dans le Nord limite la participation; la haute vitesse à large bande est d'un dixième de la moyenne, mais coûte dix fois plus. Gérer d'immenses territoires nordiques est un défi majeur.	Investissements stratégiques dans des projets de transport et de connectivité, ainsi que le renforcement des alliances stratégiques avec des alliés.	Le partenariat avec la Chine est bloqué par des préoccupations sécuritaires, selon lesquelles la diplomatie scientifique a un double objectif. La coopération dans la plupart de ces domaines serait soumise à un examen rigoureux, et serait probablement complètement bloquée, en vertu des alinéas 9 viii et x (à tout le moins) des Lignes directrices mises à jour sur l'examen relatif à la sécurité nationale des investissements. Les technologies avancées de détection et de surveillance, y compris les technologies de positionnement, de navigation et de	À la fin de 2025, la Chine a achevé la première exploration scientifique habitée sur la crête est de Gakkel, démontrant des percées en cartographie des fonds marins, navigation sous la glace et capacité coordonnée d'expédition polaire⁴⁹ dans des zones auparavant inaccessibles. La Chine prévoit également de développer sa propre flotte de brise-glaces nucléaires.⁵⁰ Dans les circonstances appropriées et sous l'égide des deux gouvernements, le Canada pourrait bénéficier d'un partenariat avec la Chine pour améliorer sa couverture de navigation. Le Canada manque actuellement de plusieurs éléments d'infrastructure géodésique moderne nécessaires pour assurer un positionnement, une navigation et une synchronisation (PNS) fiables⁵¹ dans la région arctique. Les opérations canadiennes dans l'Arctique reposent sur le diesel qui arrive par voie aérienne. L'intégration de modèles de PRM en

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
			synchronisation (PNS), figurent sur la Liste de technologies sensibles. La robotique et les systèmes autonomes figurent sur la Liste de technologies sensibles.	provenance de Chine pourrait aider à réduire les émissions et offrir une couche supplémentaire de robustesse au système. Les conteneurs modulaires chinois pourraient aussi soutenir l'expansion rapide des stations de recherche. Le Centre d'innovation sur les drones⁵² pourrait, dans certaines circonstances, être considéré comme « sûr » d'un point de vue plus exigeant en matière de sécurité nationale, collaborer à la R et D, et à la commercialisation de conceptions avec des entreprises chinoises qui ont déjà déployé des flottes de drones à haute altitude et longue endurance (HALE) dans des missions arctiques. Le Canada dépend actuellement de drones importés pour l'exploration arctique.⁵³ Établir des centres de formation sur les drones dans les territoires du Nord afin que les communautés autochtones et éloignées puissent recevoir plus efficacement les livraisons de nourriture et de biens, créant ainsi de nouveaux emplois grâce à l'économie de basse altitude.

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
				Fournir des espaces modulaires polyvalents résidentiels, récréatifs et hôteliers dans les Territoires du Nord-Ouest. Travailler avec des constructeurs chinois sur la mise en œuvre de projets miniers civils et industriels grâce à la technologie verte.
Coopération en recherche scientifique entre universités et instituts	Une collaboration de recherche historiquement vaste entre le Canada et la Chine a commencé dans les années 1980 et 1990, lorsque le gouvernement du Canada et les universités canadiennes ont travaillé de concert pour soutenir « la modernisation et la transformation » des universités chinoises à mesure que la Chine s'ouvrait au monde. ¹⁷	Les Lignes directrices sur l'examen relatif à la sécurité nationale des investissements (4 mars 2021, révisées le 5 mars 2025) et la Politique sur la recherche en technologies sensibles et sur les affiliations préoccupantes (2024). Ces nouvelles politiques, qui reflètent des changements semblables envers la Chine aux États-Unis, visaient à redéfinir le pays comme un acteur hostile, justifiant ainsi des mesures strictes de sécurité de la recherche dans	Comme pour des cadres semblables de « réduction des risques mis en place au Royaume-Uni, dans l'UE, en Australie et dans d'autres pays occidentaux », la Chine s'est vigoureusement opposée aux nouvelles politiques canadiennes sur la recherche en technologies sensibles et sur les affiliations préoccupantes, arguant qu'elles politisaient la recherche scientifique pure.¹⁸ La Chine demeure ouverte à une plus grande collaboration universitaire et en recherche	La Chine est un chef de file mondial au chapitre des universités reconnues internationalement et de la production de recherche scientifique. En 2026, la Chine comptait le plus grand nombre de meilleures universités dans le classement académique des universités mondiales (ARWU), le US News and World Report Best University Ranking, le Center for World University Rankings (CWUR), le University Ranking by Academic Performance et d'autres classements reconnus internationalement. Selon les Nature Index Research Leaders, la Chine domine la production scientifique mondiale. L'Académie chinoise des sciences

¹⁷ Pour plus de détails, voir Qiang Zha et Ya Xuan Wang, « Science and geopolitics: The interesting case of Canada », *University World News*, 21 janvier 2026.

¹⁸ Voir, par exemple, [Remarks of the Spokesperson of the Chinese Embassy in Canada – Ambassade de la République populaire de Chine au Canada](#).

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
	Une collaboration de recherche étendue et des liens de plus en plus étroits entre les universités des deux pays ont continué jusqu'au début des tensions géopolitiques autour de 2017-2018. Bien que les personnes d'ethnie chinoise représentent moins de 5 % de la population canadienne, ils détiennent 6 % des chaires de recherche du Canada, 10 % des chaires du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie, et représentent 16 % des boursiers IEEE-Canada et 17 % des	les universités et instituts de recherche canadiens. Le nouveau partenariat stratégique Canada-Chine signé en janvier 2026 n'a pas inclus de retour vers une coopération plus étroite en recherche et développement entre les universités et instituts de recherche des deux pays.	scientifique avec le Canada et d'autres pays.¹⁹ Les Lignes directrices révisées sur l'examen relatif à la sécurité nationale des investissements et la Politique sur la recherche en technologies sensibles et sur les affiliations préoccupantes ont entraîné un déclin significatif de la collaboration en recherche scientifique entre le Canada et la Chine, et les chercheurs canadiens d'origine chinoise ont été touchés de manière disproportionnée par ce « désengagement stratégique » avec la Chine. Voir la note de bas de page 16 pour la source.	(CAS) est classée par <i>Nature</i> comme l'institution de recherche globale la plus importante au monde, suivie par les meilleures universités nationales, telles que l'Université du Zhejiang, l'Université Tsinghua et l'Université de Pékin. Les avantages pour le Canada d'une plus grande collaboration en recherche, qui serait offerte par une approche politique qui maintient les normes de sécurité les plus élevées tout en étant plus perspicaces en ce qui concerne les technologies, les industries, les universités et les instituts de recherche, sont évidents. Selon le Critical Technology Tracker de l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI), la Chine domine désormais le monde dans 69 des 74 domaines technologiques critiques et émergents. Voir la note de bas de page 20 et les pages 22 et 23.

¹⁹ Voir, par exemple, *Chinese Ambassador to Canada Wang Di published a byline article titled "Promoting International Collaboration Through Open Sharing of China's Major Scientific Facilities" on the Ottawa Life Magazine* – Ambassade de la République populaire de Chine au Canada.

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
	boursiers de l'Académie canadienne du génie. « Les chercheurs d'origine chinoise ont ainsi contribué de manière disproportionnée à l'écosystème d'innovation canadien et sont sans doute essentiels à l'engagement scientifique du Canada avec la Chine. » (Voir la note de bas de page 16 pour la source.)			
Tourisme et échanges culturels	Le tourisme contribue à environ 1,7 % du PIB du Canada et demeure de petite échelle. Le tourisme américain au Canada a diminué de 7,5 % d'une année à l'autre.⁵⁴	Le gouvernement promeut le tourisme par l'intermédiaire de la stratégie Canada 365⁵⁵, qui inclut la réduction des frais d'accès aux parcs et musées ainsi que le financement supplémentaire	Transactionnel; récemment renforcé par le statut de destination approuvée et le voyage sans visa, servant de « pont stratégique ».	La Chine continentale a modernisé son industrie touristique grâce à des stratégies nationales, telles que l'initiative « Belle Chine » et la revitalisation rurale,⁵⁶ permettant aux voyageurs de parcourir facilement dans le patrimoine naturel. Le Canada peut suivre et imiter le système de train à grande vitesse à lits pratique⁵⁷ de la

ENJEU	INDICATEURS	RÉPONSE STRATÉGIQUE	SITUATION AVEC LA CHINE	PERSPECTIVES CHINOISES
		pour les activités de congrès et les attractions locales.		Chine, et aussi étendre l'économie du marathon dans des environnements plus naturels (p. ex. TCS Toronto Waterfront Marathon⁵⁸ et le marathon du désert de Gobi⁵⁹). Promouvoir les forces canadiennes comme l'agritourisme, l'astrotourisme dans les territoires du Nord et le tourisme de la tundra. Adopter un rituel culturel et favorable aux médias semblable au <i>système chinois</i> 盖章⁶⁰ (passeport tamponné) pour promouvoir l'engagement des voyageurs avec le pays.

V. L'argument en faveur d'un engagement global avec la Chine

Les coûts directs d'une relation étroitement circonscrite

Les éléments probants présentés à la section III, bien qu'ils ne soient qu'un échantillon de la gamme beaucoup plus large des possibilités, démontrent ce que le Canada peut gagner en dépassant les craintes souvent exagérées (et parfois absurdes) associées à la Chine pour adopter une relation économique plus globale. Les polémiques entourant le « dumping », les VE comme « dispositifs d'espionnage sur roues » et le désir de la Chine de « domination mondiale » ont été continuellement utilisées pour empêcher une relation plus large et bloquer l'accès, dans un nombre croissant de cas, à des technologies supérieures qui pourraient aider le Canada à relever un large éventail de défis et de rigidités structurelles.

Lorsque le Canada exclut l'expertise chinoise en minéraux critiques, l'approvisionnement ferroviaire à grande vitesse, les tunneliers (TBM) ou les ambulances VE avancées, entre autres, en raison de craintes vagues d'« espionnage » ou d'« abandon du pays à la Chine », ce sont les familles canadiennes qui souffrent d'engorgements urbains persistants, de taxes municipales gonflées, de délais de réponse aux urgences qui augmentent et de prix plus élevés (souvent en oligopole). Des droits de douane prohibitifs sur les panneaux solaires chinois, les éoliennes ou les lignes de transmission ultra-haute tension visant par exemple, à « protéger les valeurs occidentales » minent la capacité du Canada à atteindre la neutralité carbone, la sécurité énergétique, une croissance économique accrue et d'autres objectifs et économies clés à plus long terme. Les droits de douane alignés sur les États-Unis dans le domaine de l'acier et d'autres composants des bâtiments modulaires rendent plus difficile et plus coûteux pour les Canadiens de trouver un logement et de pouvoir le payer²⁰. Plus généralement, déformer la Chine comme un simple adversaire malveillant à éviter maintient le Canada et les Canadiens enlisés dans des chaînes de valeur parfois dépassées et souvent dépendantes des États-Unis (ou dominées par les États-Unis), sans parler des possibilités d'exportation perdues pour le Canada résultant d'une relation limitée.

Déconstruire la thèse du péril chinois et former un nouveau discours sur la Chine

L'argument contraire à une réinitialisation complète de la relation Canada-Chine est inévitablement : « Ne devrions-nous pas avoir peur de la Chine? » La réponse empirique qui découle de la section III est : *Pour quelle raison?* La crainte que la Chine subventionne simplement des industries pour « déverser » des biens sur les marchés internationaux n'est pas seulement (en grande partie) un anachronisme inexact, mais elle ignore volontairement la réalité que les marchés chinois sont farouchement compétitifs en raison de leurs économies d'échelle massives, de leur innovation nationale et de leur grand nombre d'acteurs. L'industrie des VE en Chine compte à elle seule plus de 100 fabricants. L'idée que la Chine n'est qu'un

²⁰ Les unités de construction modulaire chinoises ont des applications qui vont bien au-delà du logement, notamment des postes de police, des bureaux de poste, des bibliothèques, des postes de recherche scientifique, des kiosques touristiques (entre autres usages) dans des zones éloignées.

assembleur à faible coût qui s'approprie la propriété intellectuelle occidentale et déverse des produits bon marché sur les marchés mondiaux n'est pas sérieuse. Aujourd'hui, la Chine est un chef technologique mondial. Cela est de plus en plus reconnu à travers l'Occident, du magazine *Economist* et du *Financial Times* aux revues scientifiques internationales (p. ex. *Nature*), en passant par le Forum économique mondial (WEF) et l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI).²¹

La raison pour laquelle la Chine s'est imposée comme un chef technologique et des énergies renouvelables est tout aussi convaincante. La Chine maintient un taux d'épargne national de plus de 40 % depuis les années 1980.²² Ces économies sont réinvesties dans des investissements productifs et des biens publics. La Chine alloue plus des deux tiers des dépenses publiques totales (tous ordres de gouvernement) aux infrastructures de transport et d'énergie propre du XXI^e siècle, à l'éducation, aux soins de santé, à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques, à la recherche et au développement, ainsi qu'à d'autres biens (publics). En moins d'un quart de siècle, elle est devenue dominante non seulement à toutes les étapes de la fabrication, mais aussi dans toute la gamme des technologies propres et de l'énergie. La Chine a également atteint l'avant-garde technologique mondiale dans les domaines de l'éducation et des soins de santé, y compris dans le secteur pharmaceutique. Selon le *Global Infrastructure Hub*, la Chine consacre 6,1 % de son PIB par an aux infrastructures, comparativement à une moyenne des pays à revenu élevé (OCDE) de 2,7 % et 1,6 % aux États-Unis.²³

Les deux paragraphes suivants offrent une brève comparaison de la façon dont les deux principales superpuissances mondiales allouent les ressources à la défense et aux soins de santé. La Chine exploite une base militaire outre-mer (à Djibouti).²⁴ Au milieu de l'année 2024, les États-Unis exploitaient 128 bases militaires dans 80 pays et territoires étrangers en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie.²⁵ Les dépenses militaires totales des États-Unis absorbent un quart du budget du gouvernement fédéral et presque 3,5 % du PIB. Les dépenses militaires de la Chine représentent 1,7 % du PIB – *un PIB 40 % inférieur à celui des États-Unis aux taux de change du marché*. En 2025, en dollars américains courants, les dépenses militaires américaines s'élevaient à près de trois fois celles de la Chine, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Autrement dit, les États-Unis représentent 33 % des dépenses militaires mondiales totales, tandis que la Chine représente 12 % de celles-ci. Il est important de garder à l'esprit que la population chinoise de 1,425 milliard de personnes représente plus de quatre fois la taille de la population américaine (341 millions). Autrement dit, les dépenses militaires américaines s'élèvent à 3 000 dollars américains par personne contre 236 dollars américains pour la Chine, soit un ordre de grandeur supérieur à 12. Même en termes

²¹ Voir, par exemple, « [ASPI's Critical Technology Tracker: 2025 updates and 10 new technologies](#) » | *The Strategist*.

²² Voir la plus récente consultation avec la Chine au titre de l'article IV du FMI : IMF China Article IV Report 2025-26.

²³ On trouvera des comparaisons entre les pays sur les dépenses en infrastructures ici : www.gihub.org.

²⁴ Voir Blanchard, Lauren Plosch, *China's Engagement in Djibouti*, Congressional Research Service (CRS), produit numéro IF11304, 6 juillet 2025.

²⁵ Voir Nicastro, Luke A. et Andrew Tilghman, *U.S. Overseas Basing : Background and Issues for Congress*, Congressional Research Service (CRS), produit numéro R48123, 10 juillet 2024.

de PPA, les États-Unis dépensent environ six fois plus par habitant en défense et dans l'armée que la Chine.

Parallèlement, les soins de santé américains, un système mixte privé-public, absorbent environ 17,2 % du PIB, laissant environ 25 à 30 millions de citoyens (environ 8 % de la population) sans couverture. Les dépenses en santé en proportion du PIB ont été en moyenne de 9,3 % dans les pays de l'OCDE pris ensemble en 2025.²⁶ Les dépenses de défense et de santé aux États-Unis empêchent manifestement d'autres formes de dépenses et d'investissements, par exemple dans le transport en commun et d'autres infrastructures critiques. Les dépenses de santé de la Chine ont atteint 6 % du PIB en 2025 et couvrent 95 % de la population bénéficiant d'au moins une assurance maladie de base.²⁷

Précédents mondiaux : Gains économiques sans compromettre la sécurité

Pour mieux comprendre les *coûts de renonciation* découlant de la thèse anti-chinoise, le Canada n'a qu'à examiner les cas d'autres pays. Les alliés occidentaux et les économies du G20, comme l'Australie, l'UE, la Turquie et le Brésil, sans parler de presque toute l'Asie du Sud-Est, maintiennent des relations économiques beaucoup plus importantes avec la Chine sans compromettre leur sécurité nationale. Ils ont démontré qu'une nation peut maintenir sa souveraineté et sa sécurité intérieures tout en récoltant des bénéfices économiques quantifiables à grande échelle :

- **Australie :** L'Australie propose l'argument ultime contre l'affirmation selon laquelle le commerce avec la Chine compromet la sécurité occidentale. Bien qu'elle soit un membre central du réseau de renseignement du Groupe des cinq et du pacte de défense AUKUS, l'Australie accorde activement la priorité à son pragmatisme économique. Selon le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, la Chine représentait 24 % du commerce total de biens et services de l'Australie entre 2024 et 2025, atteignant 309 milliards de dollars australiens. L'Australie obtient un flux important de revenus nationaux grâce à ces exportations tout en maintenant strictement et en toute sécurité sa posture de défense.
 - Depuis que l'Australie a cessé la production et l'assemblage d'automobiles à grande échelle en 2017 (en raison d'un dollar australien plus fort et de la fin des subventions gouvernementales majeures), plus de 20 entreprises chinoises de véhicules électriques vendent sur ce marché. Les VE fabriqués en Chine représentaient 79 % des ventes totales de VE en 2025, les marques chinoises à elles seules représentant 41 %. Nos calculs rapides montrent que le gouvernement

²⁶ Voir, par exemple, « Dépenses en santé en proportion du PIB » – *Panorama de la santé 2025* | OCDE

²⁷ Voir, par exemple, Soins de santé en Chine – OMS, document selon lequel 90 % des ménages en Chine peuvent accéder à un site de soins de santé primaires (SSP) à moins de 15 minutes de leur domicile.

australien récolte environ 1,2 milliard de dollars australiens par année grâce aux ventes de véhicules électriques fabriqués en Chine.

- Les ventes de VE entre 2020 et 2024 ont doublé chaque année et dépassé les 100 000 en 2025, et ont continué de croître fortement en 2026. Selon des rapports récents de GEOTAB et CommBank, l'accessibilité économique, portée par une concurrence agressive (menée par des entreprises chinoises de VE), la forte hausse des prix du carburant et les incitatifs fiscaux gouvernementaux ont fait de l'Australie l'un des marchés à la croissance la plus rapide au monde pour les VE.²⁸
- **L'Union européenne (Allemagne) :** L'Allemagne, principal moteur économique de l'UE et membre clé de l'OTAN, continue d'intégrer sa base industrielle à la Chine malgré la pression croissante de Washington pour « réduire les risques ». Selon les données officielles de la Bundesbank, les investissements directs étrangers (IDE) allemands en Chine ont atteint un sommet historique de 11,9 milliards d'euros en 2023. Les constructeurs automobiles allemands ne fuient pas le pays; ils forment plutôt des coentreprises avec des constructeurs chinois de VE pour profiter des économies d'échelle et de l'innovation dans l'approvisionnement en production, tout en maintenant la conception, la post-vente, la maintenance et d'autres services en Allemagne. C'est un exemple qui démontre que l'appareil sécuritaire d'un pays peut rester intact, tandis que son économie bénéficie directement de l'échelle manufacturière et du marché chinois. À la fin de 2025, la Chine est devenue le principal partenaire commercial de l'Allemagne.
- **Brésil (Transferts de technologies souveraines) :** Le Brésil a activement courtisé le capital chinois pour contourner les goulots d'étranglement économiques occidentaux. Le pionnier chinois des véhicules électriques Build Your Dreams (BYD) a beaucoup investi pour transformer son complexe Camaçari à Bahia, au Brésil, en une exploitation continue 24 heures sur 24, créant plus de 1 600 emplois locaux dans le secteur manufacturier rien qu'au début de 2026. Il ne s'agit pas que d'une simple exploitation de ressources; c'est un transfert direct de la technologie des VE du XXI^e siècle qui crée des emplois et des revenus locaux, servant la stratégie industrielle intérieure. Cela fait partie d'un modèle chinois émergent de VE appelé production « production locale pour les marchés locaux ».
- **Indonésie (résolution du déficit d'infrastructures) :** Alors qu'une grande partie du capital occidental a été dirigée vers la réalisation de profits immédiats à court terme, les partenariats chinois ont adopté une approche à plus long terme. Les investissements directs chinois et les partenariats avec des entreprises publiques et privées indonésiennes transforment la connectivité régionale. Le réseau ferroviaire à grande

²⁸ Voir *Electric vehicle sales double in Australia: here are three trends in EV adoption*, GEOTAB, 7 avril 2026. Voir aussi *Fuel crisis drives record Aussie electric car sales*, 7 avril 2026, Commbank.

vitesse Jakarta-Bandung (« Whoosh ») en Indonésie, construit dans le cadre d'une coentreprise avec la Chine, a réduit un trajet de 3 heures à seulement 40 minutes à une vitesse d'exploitation de 350 km/h. L'Indonésie est en train de mettre en place des infrastructures et technologies ferroviaires du XXI^e siècle sans compromettre sa sécurité nationale.²⁹

Imaginer un partenariat économique global fondé sur une nouvelle thèse factuelle à propos de la Chine

Imaginer une relation économique plus globale avec la Chine nécessite au moins quatre facteurs. Premièrement, examiner la progression apparemment impossible de la Chine au cours des près de 50 dernières années, passant de l'un des pays les plus pauvres au monde à sa position actuelle de chef de file technologique et de l'énergie durable, de plus grand fabricant mondial, de plus grand pays commercial et de plus grande économie mondiale en PPA. Cela n'a été possible que grâce à l'assiduité et aux sacrifices de son peuple, à la détermination de ses autorités à maintenir un modèle économique fondé sur l'investissement et la production (plutôt que dominé par la consommation) et à une politique étrangère visant à éviter l'agression et la guerre.

Deuxièmement, non seulement explorer les possibilités économiques immédiates d'une relation globale avec la Chine (un exemple donné dans le tableau aux pages 8 à 18), mais aussi analyser les expériences des relations d'autres pays avec la Chine et de poser une question fondamentale : *des pays comme l'Australie, le Brésil ou l'Allemagne sont-ils dans une pire situation d'un point de vue économique ou de sécurité nationale en raison de leur relation vaste et croissante avec la Chine? Leurs expériences ne sont-elles pas applicables au Canada? Le Canada et les Canadiens ne bénéficieraient-ils pas de relations économiques plus profondes avec tous les pays, y compris la Chine, qui est une civilisation ancienne, mais hypermoderne qui représente près d'un cinquième de l'humanité?*

Troisièmement, un dégel durable des relations Chine-Occident et Canada-Chine, ainsi qu'un passage à un nouveau discours sur la Chine, nécessiteraient plus que de simplement démontrer les avantages évidents et étendus d'une coopération économique plus large avec la Chine. La thèse actuelle dans une grande partie de l'Occident, qui caractérise la Chine comme la plus grande menace pour la sécurité nationale, doit être beaucoup plus nuancé. En conséquence, alors que le tableau des pages 8 à 18 ne présente qu'un sous-ensemble modeste des possibilités économiques plus larges avec la Chine, dans la plupart des cas, ces possibilités ne peuvent même pas être proposées, encore moins réalisées, dans le contexte actuel de sécurité nationale. Cela va bien au-delà du discours sur la Chine et englobe les mesures de sécurité nationale

²⁹ Il convient de noter que des pays, allant de la Malaisie au Maroc, de l'Arabie saoudite à la Turquie, en passant par l'Asie de l'Est, l'Europe et les États-Unis, possèdent des réseaux ferroviaires à grande vitesse. Les plans du Canada pour construire son premier système de train à grande vitesse, en commençant par le corridor Québec-Windsor, offrent d'importantes occasions d'acquérir les technologies les plus récentes de la Chine (et d'autres pays), tout en réinventant les technologies locales. Notons également que Bombardier a été le premier constructeur ferroviaire étranger multinational à établir une coentreprise en Chine.

étendues dans les *Lignes directrices sur l'examen relatif à la sécurité nationale des investissements*, la *Liste de technologies sensibles* et la *Politique sur la recherche en technologies sensibles et sur les affiliations préoccupantes* qui ont été mises en évidence dans le tableau.

Ces lignes directrices et mesures sur les examens d'investissement, la collaboration en recherche scientifique et les affiliations préoccupantes ont non seulement introduit des restrictions concrètes (qui pourraient bien être nécessaires dans bien des cas), mais aussi un climat glaçant pour la coopération technologique bilatérale. Cela a amené de nombreux chercheurs canadiens à limiter, intentionnellement ou non, leur collaboration avec la Chine. Cela se reflète dans des changements importants, tels que le déplacement de la priorité ou des méthodes de leurs recherches en cours, la réduction marquée des contacts avec les collaborateurs chinois, ou la décision de ne pas inclure de collaborateurs chinois dans de futurs projets³⁰. Dans d'autres cas, cela a poussé des chercheurs chinois travaillant au Canada à revenir, ou envisager de revenir, en Chine ou à déménager dans d'autres pays (avec les États-Unis comme destination cible). De plus, ces mesures ont touché de manière disproportionnée les chercheurs d'origine chinoise, étant de loin ceux qui collaborent le plus avec leurs homologues chinois.

Les classes politiques et le grand public ne doivent jamais être naïfs en matière de sécurité nationale, d'espionnage et d'ingérence étrangère (quelle que soit leur origine), et doivent respecter l'expertise et les sommets de la communauté du renseignement. La Chine, ainsi que les États-Unis et la Russie, sont des *grandes puissances*, possédant une vaste force militaire, économique et diplomatique qui peut être exploitée ou projetée à l'échelle régionale ou mondiale. En conséquence, ces pays façonnent les règles, normes et dynamiques internationales, qui à leur tour, ont une incidence sur toutes les autres nations. De plus, le monde a toujours présenté de nombreux risques, menaces et incertitudes, même avec des alliés traditionnels. Le problème avec l'actuelle *thèse sur la Chine*, est la façon dont la menace est présentée, uniforme et omniprésente, ce qui a pour effet de refroidir grandement les interactions économiques avec les Chinois continentaux et la Chine.

De plus, ce rapport ne soutient pas qu'il ne devrait y avoir aucun contrôle de sécurité nationale de la collaboration en investissement étranger, commerce et recherche scientifique, ni même une dilution des normes de sécurité nationale appliquées aux rapports du Canada avec des États étrangers. Au contraire, l'auteur de ce rapport et le Bureau du sénateur Woo reconnaissent que la survie de l'État, de tout État, dépend fondamentalement de la sécurité nationale. En même temps, cependant, la survie de l'État, quel qu'il soit, dépend aussi d'une prospérité absolue et relative, et cela est soutenu non seulement par le développement économique et technologique interne, mais aussi par le commerce international, l'investissement et la collaboration scientifique.

³⁰ Cette section s'inspire largement de Qiang Zha et Ya Xuan Wang, « Science and geopolitics: The interesting case of Canada » (en anglais seulement), *University World News*, 21 janvier 2026.

Par conséquent, ce rapport soutient que le Canada bénéficierait de l'adoption d'une approche plus sélective de la sécurité nationale en ce qui concerne la collaboration en recherche scientifique avec la Chine, ainsi que dans le commerce et l'investissement, plutôt qu'une approche beaucoup plus monolithique. Au lieu d'une telle approche face aux menaces à la sécurité nationale provenant de la Chine, il serait plus avantageux de créer un nouveau cadre qui maintienne des normes élevées d'évaluation des menaces tout en étant moins ambigu quant à la nature exacte des risques. Cela aiderait à atténuer les menaces tout en offrant une plus grande diversité de possibilités commerciales et d'investissement pour le Canada. Le PIB réel par habitant relativement élevé dans des pays comme l'Australie, Singapour et la Suisse, ainsi que la croissance rapide de pays comme la Malaisie, le Mexique et la Pologne ces dernières années, résultent en grande partie de leurs diverses relations commerciales internationales, y compris avec la Chine.³¹

Quatrièmement, une nouvelle thèse et une nouvelle approche en matière de sécurité nationale nécessitent de comprendre comment l'Occident, en particulier les États-Unis, a évolué depuis les années 1980. Quatre décennies de désindustrialisation incessante et de financiarisation de l'économie, avec la dette remplaçant de plus en plus les revenus des classes dites ouvrières qui peuplaient la Rust Belt et le Midwest élargi, ont culminé avec la crise financière américaine (puis mondiale). Le mouvement *Occupy* à gauche et le mouvement *Tea Party* à droite sont nés de la crise financière et des renflouements gouvernementaux sans précédent de sociétés financières de Wall Street.³² Cet effondrement du modèle économique et financier américain a finalement donné naissance au président Trump et au phénomène du *trumpisme*. Cependant, même avant l'ascension de Trump, des intérêts particuliers bien ancrés ont commencé à rejeter la faute sur la Chine plutôt que d'assumer la responsabilité du déclin des emplois ouvriers à revenu moyen. Cette thèse a largement fonctionné, puisque la Chine était devenue « l'usine du monde » et était gouvernée par un État « communiste » centralisé. Des intérêts particuliers qui avaient déplacé la fabrication américaine en Asie dans les années 1980, 1990 et 2000, et en ont tiré d'énormes profits, ont ensuite blâmé la « concurrence à l'importation », le « dumping » et le « vol de propriété intellectuelle » chinois pour le déclin économique américain auquel ils ont eux-mêmes contribué.

Les Canadiens devraient certes reconnaître les enjeux bien réels liés à l'appropriation de la propriété intellectuelle, à la fraude et à l'ingérence en ce qui concerne la Chine, mais ceux-ci ne sont manifestement pas exclusifs à la Chine; ce sont plutôt des enjeux mondiaux. La vigilance exige de relever ces défis larges de manière égale pour tous les pays, et non de les appliquer d'une manière sélective qui sert certains intérêts.

³¹ Il convient de noter que la Chine est le deuxième plus grand partenaire commercial de la Pologne après l'Allemagne.

³² Voir, par exemple, le rapport d'enquête sur la crise financière : FCIR janvier 2011 [EN ANGLAIS].

VI. Prochaines étapes pour l'engagement stratégique

Pour s'éloigner des politiques restrictives actuelles et réaliser pleinement les avantages d'une relation économique globale, une stratégie ciblée d'éducation publique et institutionnelle est nécessaire :

1. **Créer un portail de connaissances en libre accès** : créer une base de données centralisée et un portail « de type Wikipédia » où des experts de l'économie, de la technologie et des sciences appliquées chinoises peuvent collaborer avec les décideurs municipaux, provinciaux et fédéraux canadiens. Cette plateforme permettra aux Canadiens cherchant à résoudre des problèmes hyperlocaux (p. ex. la transformation des déchets en énergie en Ontario, l'agriculture intelligente au Québec ou l'Internet à haute vitesse au Nunavut) et d'accéder directement à des études de cas vérifiées sur les technologies appliquées chinoises et les modèles d'investissement.
2. **Diffuser des informations factuelles** : lancer une campagne de sensibilisation publique coordonnée sur les chaînes médiatiques traditionnelles et indépendantes afin de présenter la Chine sous un jour objectif d'après des données probantes. En démantelant les stéréotypes des « ateliers clandestins » et en mettant en lumière les 66 monopoles technologiques clés de la Chine ainsi que son ingénierie environnementale avancée (comme les « villes éponges »), le discours peut passer de la peur au pragmatisme.
3. **Catalyser le partenariat global** : utiliser cette sensibilisation accrue du public et des entreprises pour faire pression en faveur de la suppression des droits de douane arbitraires et des barrières à la sécurité. En démontrant qu'une relation économique globale ne compromet pas la défense ni la sécurité nationale, cette initiative offrira la couverture politique nécessaire aux dirigeants canadiens pour élargir l'accord « Carney-Xi » en un cadre pleinement réalisé de libre-échange et d'échange technologique.

VII. Références du tableau (adresses URL)

-
- ¹ <https://www.aspistrategist.org.au/aspis-critical-technology-tracker-2025-updates-and-10-new-technologies/>
 - ² <https://www.science.org/content/article/china-now-tops-u-s-r-d-spending-one-key-measure>
 - ³ <https://www.nature.com/articles/d41586-025-03715-z>
 - ⁴ <https://english.shanghai.gov.cn/en-Latest-WhatsNew/20251031/7a365c9e92a3401a895b47e39a721ea9.html>
 - ⁵ <https://globalnews.ca/news/11249951/canada-home-construction-doubling-cmhc/>
 - ⁶ https://www.oecd.org/fr/publications/etudes-economiques-de-l-ocde-canada-2025_d806a81d-fr/full-report/improving-housing-affordability_3d430d2e.html
 - ⁷ <https://www.thebignewsletter.com/p/code-red-why-your-city-cant-affordor>
 - ⁸ <https://theicct.org/publication/zero-emission-construction-machinery-in-china-2025-sept25/>
 - ⁹ <https://www.thetrillium.ca/municipalities-newsletter/the-price-of-ambulances-is-skyrocketing-and-in-ontario-theres-only-one-place-to-buy-them-8488288>
 - ¹⁰ <https://energynow.ca/2026/03/blackout-canadas-transformation-from-a-net-energy-exporter-to-importer-is-a-crisis-waiting-to-happen/>
 - ¹¹ <https://www.statcan.gc.ca/o1/fr/plus/9117-la-production-delectricite-partir-de-combustibles-et-de-sources-renouvelables-augmente>
 - ¹² <https://www.irena.org/News/articles/2026/Feb/Solar-Powered-Aquaculture-Brings-Business-and-Clear-Sky-to-Rural-China>
 - ¹³ <https://www.bbc.com/future/article/20241113-will-chinas-ultra-high-voltage-grid-pay-off-for-renewable-power>
 - ¹⁴ <https://www.world-nuclear-news.org/articles/nuclear-battery-chinese-firm-aiming-for-mass-mark>
 - ¹⁵ <https://www.iaea.org/newscenter/news/carbon-free-heating-keeping-chinese-city-warm-and-clean>
 - ¹⁶ <https://www.canada.ca/fr/innovation-sciences-developpement-economique/nouvelles/2023/06/le-canada-investit-350-millions-de-dollars-dans-un-reseau-national-dinnovation-pour-laviation-durable.html>
 - ¹⁷ <https://www.bloomberg.com/news/features/2026-04-01/us-ai-data-center-expansion-relies-on-chinese-electrical-equipment-imports?>
 - ¹⁸ https://www.insidehalton.com/news/burlington-ontario-electrical-steel-manufacturer-spared-from-new-tariffs-in-latest-trump-tariff-news/article_d454eff4-244b-54c5-8379-65110dc51b9a.html
 - ¹⁹ <https://globalnews.ca/content/9190299/burlington-company-bright-future-canadian-manufacturing/>
 - ²⁰ <https://www.ifc.org/en/what-we-do/sector-expertise/financial-institutions/climate-finance/blue-finance>
 - ²¹ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-03-29/chinese-mega-refinery-lifts-heavy-oil-prices-from-the-doldrums>
 - ²² <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3352256/fuelling-continent-how-chinas-engineering-prowess-built-africas-biggest-oil-refinery> [TRADUCTION]
 - ²³ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2026-03-15/munitions-metal-tungsten-outshines-gold-copper-in-557-rally>
 - ²⁴ <https://www.canadianminingjournal.com/news/mining-growth-creates-trades-worker-gap-in-ontario/>
 - ²⁵ <https://www.niskanencenter.org/building-a-domestic-critical-mineral-workforce-through-immigration/>
 - ²⁶ <https://english.shanghai.gov.cn/en-InnovationPolicies/20250908/2cf4afc7b5f6435d8d670563740c1fc4.html>
 - ²⁷ <https://www.wsj.com/politics/national-security/congress-plan-to-outlaw-chinese-drones-met-with-protest-c95cf1fe>
 - ²⁸ <https://www.mckinsey.com/industries/life-sciences/our-insights/the-emerging-epicenter-asias-role-in-biopharmas-future>

²⁹ <https://web-assets.bcg.com/b1/9a/df6a839a43a29d6dd9ea0aff5bfe/bcg-chinas-next-leap-in-biopharma-innovation-en-apr-2026.pdf>

³⁰ <https://english.news.cn/20260331/e82177d619d54cbb847b36bde14891d/c.html>

³¹ <https://www.rbc.com/fr/leadership-avise/agriculteur/semer-lexpansion-repondre-au-deficit-de-capital-de-croissance-de-lagroalimentaire-canadien/>

³² <https://www.seedworld.com/canada/2026/01/22/canadas-agricultural-innovation-is-falling-behind-as-rd-spending-and-seed-reform-stall/>

³³ <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2772375526000444>

³⁴ <https://www.canada.ca/fr/agriculture-agroalimentaire/nouvelles/2026/05/le-gouvernement-du-canada-investit-30-millions-de-dollars-dans-six-organismes-sans-but-lucratif-afin-daccellerer-linnovation-en-matiere-de-technologie.html>

³⁵ <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/passive-solar-greenhouse-alberta-1.6289155>

³⁶ <https://www.bbc.com/future/article/20220708-how-china-is-creating-new-foods-in-space>

³⁷ <https://en.people.cn/n3/2024/0529/c90000-20175523.html>

³⁸ <https://www.scmp.com/economy/china-economy/article/3322013/hard-switch-why-us-farmers-are-embracing-chinese-drones-despite-concerns>

³⁹ <https://www.theglobeandmail.com/business/economy/article-growing-discontent-why-its-time-for-canada-to-consider-a-national/>

⁴⁰ https://english.cas.cn/newsroom/cas-in-media/202605/t20260511_1159083.shtml

⁴¹ <https://en.people.cn/n3/2026/0330/c90000-20441582.html>

⁴² <https://www.news.cn/local/20251216/de38dabbaaf943a085746932a0573466/c.html>

⁴³ <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/gestion-reduction-dechets/solides-municipaux/environnement.html>

⁴⁴ <https://policyoptions.irpp.org/2024/05/plastic-waste-canada/>

⁴⁵ <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0264837717306130>

⁴⁶ <https://www.globaltimes.cn/page/202601/1353928.shtml>

⁴⁷ <https://en.people.cn/n3/2020/0716/c90000-9711205-3.html>

⁴⁸ <https://english.news.cn/20250707/ee7875eeefcd41589ab00c4ec268a91a/c.html>

⁴⁹ <https://www.scientificamerican.com/article/chinese-expedition-reveals-unexplored-section-of-mysterious-arctic-ocean/>

⁵⁰ <https://financialpost.com/financial-times/china-wants-polar-silk-road-arctic>

⁵¹ <https://www.rapports-cac.ca/le-cac-examinera-les-repercussions-de-linfrastructure-geodesique-sur-leconomie/>

⁵² <https://nrc.canada.ca/fr/recherche-developpement/recherche-collaboration/programmes/centre-dinnovation-drones>

⁵³ <https://www.cbc.ca/news/politics/drones-arctic-coast-guard-rcaf-technology-surveillance-9.7162269>

⁵⁴ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/260223/dq260223a-fra.htm>

⁵⁵ <https://ised-isde.canada.ca/site/isde/fr/secteur-canadien-tourisme/canada-365-accueillir-monde-tous-jours-strategie-federale-pour-croissance-tourisme>

⁵⁶ <https://www.china-briefing.com/news/chinas-tourism-industry-trends-opportunities/>

⁵⁷ <https://www.scmp.com/video/hong-kong/3266830/what-it-riding-new-sleeper-trains-hong-kong-beijing-and-shanghai>

⁵⁸ <https://www.theglobeandmail.com/investing/markets/markets-news/GlobeNewswire/31832913/tcs-toronto-waterfront-marathon-generates-503m-in-local-economic-impact-uniting-global-runners/>

⁵⁹ <https://www.ultragobiseries.com/>

⁶⁰ <https://www.straitstimes.com/asia/east-asia/have-stamp-will-travel-new-fad-a-boost-to-china-s-retail-scene>